



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

EDF

Question au Gouvernement n° 4645

Texte de la question

SITUATION D'EDF

M. le président. La parole est à M. Patrice Carvalho, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Patrice Carvalho. Merci, monsieur le président, pour ces mots chaleureux à l'égard du courageux M. Gaudin.

La direction d'EDF a annoncé, jeudi dernier, un nouveau plan de réduction des effectifs – 3 900 postes entre 2017 et 2019 –, qui s'ajoute à celui déjà conduit l'an dernier avec la suppression de 2 000 postes. L'objectif serait de réduire les coûts d'1 milliard d'euros, ce qui fait des salariés une variable d'ajustement. Cette stratégie apparaît de surcroît bien dérisoire face à la situation économique et financière du groupe, et préoccupante au moment où celui-ci doit relever les défis de la transition énergétique.

EDF paie au prix fort la libéralisation du marché européen de l'énergie, qui conduit à ce que les prix ne couvrent plus les coûts. Au bout du compte, la facture est pour les usagers, dont un nombre croissant – 11 millions de personnes en 2016 – connaissent la précarité énergétique. Le groupe est endetté à hauteur de 38 milliards d'euros, à un moment où il doit faire face à de colossaux investissements, dont certains sont aventureux. Il est ainsi confronté au chantier de prolongation de dix ans de l'activité des cinquante-huit réacteurs nucléaires, pour un coût de 55 milliards d'euros. Il est appelé au secours d'Areva pour 2,7 milliards d'euros. Il y a enfin le fameux projet d'Hinkley Point : deux EPR en Grande-Bretagne, dont le coût est estimé à 24 milliards d'euros.

EDF est face à des choix stratégiques : soit le groupe s'enfonce dans la logique de la déréglementation, soit nous recouvrons la maîtrise de ce secteur. C'était le sens de notre proposition de loi visant à créer un établissement public dénommé « France Énergie », rassemblant toutes les participations de l'État dans les entreprises du secteur.

Monsieur le secrétaire d'État chargé de l'industrie, ces nouvelles réductions d'effectifs sont-elles la contrepartie exigée par le Gouvernement aux 3 milliards d'euros de recapitalisation, ou êtes-vous prêt à demander à EDF de revoir sa copie et à assurer l'avenir du service public ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

Mme Delphine Batho et Mme Linda Gourjade. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé de l'industrie.

M. Christophe Sirugue, secrétaire d'État chargé de l'industrie. Monsieur Carvalho, EDF définit sa stratégie, à intervalles réguliers, pour tenir compte de l'environnement dans lequel se développent ses activités. Cette

stratégie a permis, entre 2011 et 2016, de créer 20 000 emplois dans cette entreprise. Une nouvelle feuille de route a été élaborée pour accompagner les mutations du secteur de l'énergie et permettre à EDF de devenir le leader de la croissance bas carbone.

C'est dans ce cadre et compte tenu de ces évolutions que l'entreprise a annoncé ces mesures, qui consistent en des départ organisées sur la base du volontariat – je rappelle en effet qu'EDF ne prévoit aucun licenciement. J'ajoute que, si ces départs volontaires se traduisent bien par une baisse d'effectifs, EDF procède dans le même temps à des recrutements, à hauteur de 1 500 salariés en 2017 et 1 000 en 2018, notamment sur des postes d'ingénieurs et de techniciens dans les productions et les systèmes d'information. La situation est donc plus équilibrée que vous ne le laissez entendre.

Je veux néanmoins appeler votre attention sur le soutien de l'État à EDF parce que c'est un élément déterminant dans le choix de restructuration de la filière nucléaire qui a été effectué. Nous voulons faire d'EDF le pilote de cette filière et c'est dans ce cadre que nous avons souhaité procéder à une recapitalisation. Celle-ci représentera 4 milliards d'euros, dont 3 milliards apportés par l'État. Je crois, monsieur le député, que c'est le meilleur indice que vous – comme l'ensemble de la représentation nationale – puissiez avoir de la détermination du Gouvernement à soutenir EDF et la filière nucléaire, et à aider cette entreprise dans son adaptation stratégique aux enjeux auxquels elle est confrontée. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

Données clés

Auteur : [M. Patrice Carvalho](#)

Circonscription : Oise (6^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4645

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Industrie

Ministère attributaire : Industrie

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [9 février 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 février 2017](#)